

## Utilisons le budget pour maintenir la valeur économique dans notre pays

À l'approche du 21 juillet, notre fête nationale, les discussions budgétaires entrent dans une nouvelle phase ; elles se prolongeront sans doute jusqu'à l'automne. De nombreuses propositions sont déjà sur la table et de nombreuses pistes sont explorées, mais presque toutes partent du même postulat erroné : chercher encore plus de recettes pour le budget. Le gain le plus évident risque donc d'être négligé : le rétablissement de notre compétitivité. Car chaque jour, une partie de la prospérité belge s'écoule vers les pays voisins, et nous laissons faire. Ce phénomène s'appelle les achats transfrontaliers.

La moitié des Belges vit à moins de cinquante kilomètres d'une frontière. L'écart de prix considérable par rapport aux mêmes produits dans les pays voisins rend le trajet rentable, et c'est pourquoi ils s'y rendent. En 2025, les Belges ont dépensé 708 millions d'euros en alimentation et en boissons de l'autre côté de la frontière. Ce n'est pas une statistique à prendre à la légère : c'est de la TVA qui nous échappe, un chiffre d'affaires que nous n'enregistrons pas et des emplois qui se créent là-bas plutôt qu'ici.

Et ne vous y trompez pas, cela ne concerne pas qu'un seul secteur ni qu'un seul produit. L'un traverse la frontière pour acheter de l'eau moins chère et ramène au passage quelques caisses de vin ; l'autre part chercher cette bouteille de whisky à bon prix et en profite pour faire le plein de café, de couches, de lessive et faire les courses de la semaine. Quelle que soit la direction prise, le résultat est le même : ce n'est pas un seul produit qui quitte le pays, mais tout le caddie. Et avec ce caddie disparaît à chaque fois un petit bout de l'économie belge : le supermarché, l'épicier, le négociant en boissons, la distillerie, la brasserie, le producteur d'eau, le viticulteur, les fournisseurs. Cela nous touche tous.

Les dix dernières années le prouvent : plus l'écart de prix avec nos pays voisins s'est creusé, plus les Belges ont rempli leur caddie de l'autre côté de la frontière, et plus cette habitude s'est ancrée. Dans une économie ouverte comme la nôtre, quiconque tente de renflouer les caisses de l'État en augmentant les charges se heurte immanquablement au même phénomène : les achats se déplacent. Comme le dit le proverbe, un âne ne trébuche pas deux fois sur la même pierre. Maintenir ou alourdir la pression fiscale ne rapporte pas un seul euro.

Heureusement, le gouvernement peut désormais faire le bon choix. L'accord de coalition identifie clairement les achats transfrontaliers comme un problème et met en place une première série de mesures bienvenues, qui contribuent à réduire l'écart de prix avec nos pays voisins. Il s'engage même à examiner quelles charges fiscales pourraient encore être allégées. Enfin.

Notre demande est donc simple, mais exige de l'ambition : profitez des négociations budgétaires pour mettre en œuvre les mesures prévues dans l'accord de gouvernement. Et faites preuve de courage en prenant, à titre de mesure supplémentaire, la décision d'alléger la charge fiscale sur les produits pour lesquels l'écart de prix est le plus marqué.

Ceux qui pensent que le budget et le rétablissement de la compétitivité sont incompatibles se trompent. Ils vont de pair. Notre pays ne tire profit des impôts, des emplois et de l'activité économique que si les achats s'effectuent ici. Ramener les achats chez nous est l'un des leviers les plus efficaces qui soient : cela renfloue les caisses de l'État et protège nos entrepreneurs. Le statu quo fait exactement le contraire. L'année 2015 l'a prouvé.

Et derrière ces chiffres, il y a des personnes. Des producteurs, des détaillants, des commerçants, des distributeurs, des restaurateurs et leurs équipes, souvent des entreprises familiales transmises de génération en génération. Ce sont précisément ces PME qui

constituent l'épine dorsale de notre économie, et en période de restrictions budgétaires, elles représentent l'un des rares véritables moteurs de croissance dont dispose encore le pays. Elles ne demandent pas de subventions, mais des conditions de concurrence équitables. À terme, rétablir cela ne coûtera rien aux pouvoirs publics. Cela permettra simplement de ramener l'activité, les emplois et les revenus chez nous.

C'est pourquoi nous lançons cet appel aux partenaires de la coalition gouvernementale : concrétisez, dans ce cycle budgétaire, qu'il aboutisse en juillet ou à l'automne, les ambitions énoncées dans l'accord de gouvernement. Gardez le caddie belge en Belgique. Donnez-nous ainsi, à l'occasion de la fête nationale, une bonne raison de faire la fête, avec un chariot bien rempli, du bon côté de la frontière.

**Signataires :**

Walter Gelens – CEO, BABM

Pascal De Greef – CEO, Comeos,

Ann Wurman – CEO, Fevia,

Anne-Sophie Snyers – Secrétaire Générale, UCM,

Geert Van Lerberghe – Secrétaire Général, Vinum Et Spiritus